

Les deux articles portant sur les économies finlandaise et allemande utilisent une méthode similaire pour analyser l'évolution de la position budgétaire. L'article de Jaakko Klander est intéressant du fait du très sévère ajustement économique subi par l'économie finlandaise au début des années 1990. Il suggère qu'il y a peu de preuves d'une « contraction



LES POLITIQUES BUDGÉTAIRES DANS L'UNION EUROPÉENNE : COLLOQUE EUROFRAME

budgétaire expansionniste ». Le resserrement de la politique budgétaire a contribué au sévère retournement de la conjoncture. L'article met l'accent sur la montée des taux d'intérêt pour expliquer les difficultés de l'économie finlandaise. Cependant, il ne discute pas l'impact des déséquilibres du système financier scandinave. L'ajustement budgétaire s'est traduit par une diminution significative des dépenses publiques, mais aussi par une forte hausse des taux d'imposition, particulièrement sur le travail. L'ajustement de l'économie a pu se faire parce que cette hausse n'a pas provoqué une hausse équivalente des salaires. L'article montre qu'il y a eu un problème de prévision des revenus de l'impôt sur les sociétés. Finalement, l'article ne discute pas de l'effet de la rapidité de l'ajustement budgétaire sur l'amélioration de la crédibilité de la politique économique. Le cas finlandais se démarque par la vitesse avec laquelle l'action fut entreprise et le rebond très rapide de l'économie une fois l'ajustement mis en œuvre. On peut penser que cette rapidité d'action a rassuré le secteur privé, entraînant une réponse positive de la consommation et de l'investissement. L'article suggère qu'une politique budgétaire plus neutre aurait causé une diminution plus faible de la production pendant les années 1990, mais ce jugement ne prend pas en compte les effets d'une telle politique sur les anticipations du secteur privé.

L'article de Jana Kremer et Karsten Wendorff utilise une approche similaire pour identifier la position budgétaire. Il fournit aussi une estimation de la « distance de sécurité » pour le déficit public allemand — l'écart avec la limite de 3 % fixée par le PSC qu'il est nécessaire d'obtenir en période normale, pour garantir que la limite ne sera pas franchie en période de récession. Cet écart devrait être supérieur au 1,5 % estimé par des études plus agrégées (comme celles de Van den Noord ou de Barrell). Il serait intéressant d'étudier si la réponse du solde budgétaire allemand au cycle économique s'est modifiée au cours du temps. Comme le précédent, l'article montre la grande marge d'erreur dans la prévision des revenus de l'impôt sur les sociétés. L'article ne tient pas compte de l'impact de la politique budgétaire sur les anticipations du secteur privé. Les problèmes actuels des finances publiques allemandes sont dus aux erreurs de prévision de 2000 et 2001. L'assouplissement de la politique budgétaire en 2001 était basé sur une poursuite de la croissance économique, qui ne s'est pas réalisée.

L'article de Jesús Crespo Cuaresma et Gerhard Reitschuler cherche des preuves de l'équivalence ricardienne dans le comportement des ménages des différents pays de l'UE et trouve quelques indices d'un changement de comportement avec l'arrivée de l'UEM. Cependant, il est probablement trop tôt pour conclure sur cette question. Le changement du comportement des ménages pourrait provenir de la modification des anticipations de taux d'intérêt, en termes de niveau et de volatilité, dans un certain nombre de pays de l'UEM tels que le



Portugal, l'Espagne, l'Italie et l'Irlande. Avant l'UEM, les ménages qui envisageaient d'emprunter pour investir dans un logement ou des biens de consommation durables faisaient face à une incertitude considérable quant au coût réel d'un tel emprunt. Maintenant, leur environnement est plus prévisible. La littérature sur l'équivalence ricardienne étudie l'impact sur la consommation d'un changement d'anticipation sur le comportement du gouvernement. Cependant, en économie ouverte, la consommation comporte une part élevée de biens importés, de sorte que des changements d'anticipations sur l'évolution du taux de change réel peuvent aussi entraîner des modifications de comportements. Enfin, l'investissement peut être plus sensible que la consommation aux anticipations, puisque que c'est un comportement tourné vers le futur.

Discussion générale

Concernant les articles portant sur la mesure empirique du solde structurel, Selma Mahfouz demande si les auteurs ont estimé les élasticités des impôts à leur assiette. Ces derniers répondent qu'ils ont rencontré des problèmes d'estimation du fait de la non prise en compte des plus-values dans les comptes nationaux. Les plus-values (et moins-values boursières) boursières ont un impact important sur les recettes de l'IR et de l'IS.

Concernant le test de l'équivalence ricardienne, Philippe Sigogne pose la question des retraites dans la mesure des déficits publics: on doit raisonner en déficit anticipé et non en déficit constaté, ce qui pose le problème de la contribution des réformes des retraites aux déficits budgétaires anticipés.

Pierre Villa remarque qu'il existe une différence entre revenu keynésien (le revenu primaire des ménages moins les impôts) et revenu ricardien (le revenu primaire des ménages moins les dépenses publiques). La méthode utilisée fait des hypothèses simplistes sur la façon dont les ménages forment leurs anticipations de revenus et de dépenses publiques. La valeur du patrimoine détenue par les ménages, le niveau et l'évolution du chômage ou de l'inflation ne sont pas pris en compte dans les estimations: ne risque-t-on pas de confondre rupture de comportement et mauvaise spécification?

